Finance durable et marchés du carbone : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les établissements financiers

Pour les banques, les assureurs et les gestionnaires d'actifs à Singapour, la finance durable est devenue une question de gestion des risques et de conduite, et seulement en second lieu une opportunité commerciale. Les lignes directrices sur le risque environnemental et sur la planification de la transition sont des attentes prudentielles à l'aune desquelles la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) évalue la gouvernance. Les règles applicables aux fonds destinés aux investisseurs de détail s'appliquent à tout produit commercialisé comme durable. La taxonomie et les règles de publication déterminent quelles allégations peuvent être étayées. Les établissements dotés de portefeuilles régionaux doivent concilier la taxonomie singapourienne avec les classifications de l'Union européenne, de la Chine et du cadre de l'ASEAN.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour les family offices et la clientèle privée

Pour les family offices, examinés au chapitre E.III, et pour les clients privés, les effets sont indirects. Les family offices qui investissent dans des fonds durables ou des stratégies d'impact ont besoin de documents attestant que les allégations qui leur sont présentées sont vérifiables. Ceux qui détiennent des actifs industriels ou immobiliers en Asie peuvent constater que leurs banques exigent des plans de transition avant d'accorder des crédits. Les véhicules de financement mixte de FAST-P ouvrent en outre un domaine dans lequel des familles et des fondations peuvent apporter des capitaux concessionnels aux côtés de l'État et des banques de développement.

Avant de lancer, de commercialiser ou d'acquérir à Singapour un produit présenté comme vert, durable ou aligné sur la transition, un établissement ou un conseiller devrait pouvoir répondre aux questions suivantes :

- La classification du produit est-elle étayée par la Singapore-Asia Taxonomy, l'ASEAN Taxonomy ou une autre taxonomie reconnue, et cette classification est-elle documentée ?
- Pour un fonds destiné aux investisseurs de détail : la dénomination, le prospectus et le rapport annuel satisfont-ils aux exigences de la MAS Circular CFC 02/2022 et du document d'information sur les bonnes pratiques de publication ?
- Pour un instrument de transition : existe-t-il un plan de transition crédible au niveau de l'entité, assorti d'objectifs intermédiaires, et qui le vérifie ?
- Les notations et données ESG utilisées dans la commercialisation sont-elles fournies par des prestataires ayant adopté le code de conduite de la MAS, et leurs limites sont-elles indiquées ?
- Les supports commerciaux correspondent-ils aux processus internes d'investissement et de gestion des risques, et la fonction conformité a-t-elle vérifié cette correspondance ?

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Quelles règles étrangères s'appliquent en raison de la localisation des clients, des distributeurs ou de la société mère, et sont-elles plus strictes que celles de Singapour ?
- Pour les crédits carbone : sont-ils autorisés au titre de l'article 6 avec un ajustement correspondant, ou s'agit-il de crédits volontaires dont la qualité dépend d'une norme et d'une notation ?
- Le conseil d'administration et la direction générale sont-ils impliqués dans la gouvernance climatique exigée par les lignes directrices sur la gestion du risque environnemental ?

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com